

## Recherche

Rechercher

## LA UNE

- [Éditorial](#)
- [Banque de données](#)
- [En bref](#)
- [OCDE ▼](#)
- [Livres](#)
- [Courriers des lecteurs](#)
- [Calendrier](#)
- [FRANKIE.org](#)
- [JAPONAIS](#)

## SECTIONS

- [Économie ▼](#)
- [Société ▼](#)
- [Développement](#)
- [Échanges & investissements](#)
- [Gouvernement](#)
- [Ressources ▼](#)
- [Science & technologie](#)

## DOSSIERS

- [Commerce électronique](#)
- [Corruption](#)
- [Développement durable](#)
- [Doha](#)
- [Éducation](#)
- [Environnement](#)
- [Femmes](#)
- [Fiscalité](#)
- [Gouvernance ▼](#)
- [Mondialisation](#)
- [Pauvreté et développement ▼](#)
- [Réformes de réglementations](#)
- [Réunions des ministres ▼](#)
- [Risques](#)
- [Santé](#)
- [Statistiques](#)
- [Vieillesse](#)
- [XXIème siècle](#)

## Des ingrédients innovants

### Une nouvelle initiative propose un regard inédit sur l'investissement agricole.

Jessica DeWalt

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

Publié le: mai 2007



David Rooney

Plus de deux milliards d'habitants des pays en développement dépendent de l'agriculture pour leur alimentation de base et leur subsistance. Si la communauté du développement admet depuis longtemps l'importance des investissements dans l'agriculture pour nourrir la croissance économique, les stratégies employées jusqu'ici ont été incohérentes, parfois mal orientées et souvent inefficaces. En conséquence, les avantages qu'un secteur agricole dynamique aurait pu apporter aux populations pauvres ne se sont pas concrétisés.

Récemment, cependant, l'accent mis dans les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies sur la lutte contre la pauvreté et la faim, la place de choix attribuée à l'agriculture par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Union africaine (dans une région où l'écrasante majorité de la population rurale dépend de l'agriculture) et le lancement de nouvelles initiatives ambitieuses comme l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, soutenue par la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) et la Fondation Rockefeller, ont attiré l'attention sur la nécessité d'un investissement accru et plus régulier pour renforcer le rôle de l'agriculture dans la réduction de la faim et de la pauvreté. Ce regain d'intérêt soulève certaines questions difficiles : combien faut-il investir dans l'agriculture pour procurer des avantages significatifs aux populations pauvres ? Où et comment doit-on investir ? La nouvelle initiative de recherche HarvestChoice s'efforce de répondre à ces questions.

Projet triennal soutenu par BMGF, HarvestChoice veut améliorer la connaissance des stratégies d'investissement permettant d'accroître la productivité des systèmes de culture dont les populations pauvres sont les plus tributaires. À terme, il fera profiter les pauvres d'une part plus importante des avantages de la croissance agricole. En complément du projet, une table ronde internationale, également parrainée par BMGF, a été organisée les 4 et 5 avril 2007 à Minneapolis, afin d'examiner la contribution potentielle de systèmes d'information améliorés à la

**PAYS**

- membres ▾
- non membres ▾
- Régions ▾
- Monde

transformation des récoltes. Le compte-rendu en sera publié au cours de l'été prochain, et sera pris en compte dans le projet HarvestChoice pour permettre la définition d'un programme plus large d'investissement accru dans les connaissances et systèmes d'information essentiels.

**AUTEURS**

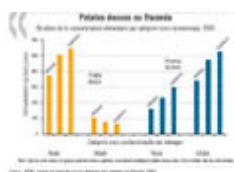
- Angel Gurría

À l'aide de tout un éventail d'outils d'analyse, dont des enquêtes auprès des ménages, des cartes détaillées de la pauvreté et des systèmes de production, des outils de simulation de la croissance des cultures et des modèles économiques multimarchés et multisectoriels, les chercheurs de HarvestChoice feront apparaître les investissements les plus prometteurs pour accroître la productivité des systèmes de culture et créer des conditions plus favorables aux populations pauvres.

**Numéros précédents**

- Numéro précédent
- Cherchez parmi les numéros précédents

Pour Stanley Wood, chargé de recherche principal à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'un des deux investigateurs du projet HarvestChoice, « si nous parvenons à mieux comprendre dans quelle mesure différents types de ménages – riches, pauvres, urbains, ruraux, dirigés par une femme ou un homme – produisent et consomment différents types de produits agricoles, nous pourrions mieux cibler les investissements destinés à accroître la productivité de façon à maximiser les avantages pour les ménages pauvres ». Le graphique, tiré d'une enquête nationale auprès des ménages rwandais, illustre le type de données utilisées et certains des aspects dont il faut tenir compte.



[Cliquez ici](#)

La patate douce est un important aliment de base pour les populations rurales, dont la consommation par habitant augmente avec le revenu. Dans les zones urbaines, en revanche, la consommation est beaucoup plus faible et diminue à mesure que le revenu s'élève. Il en va différemment pour d'autres cultures à plus forte valeur ajoutée, comme la pomme de terre, dont la consommation urbaine est supérieure à la consommation rurale et s'accroît avec le revenu. Les améliorations touchant les patates douces (notamment les efforts notables menés récemment pour augmenter leur teneur en vitamine A dans un souci de santé publique) profiteront donc plus aux consommateurs ruraux pauvres qu'aux autres. Mais ces avantages diminueront sans doute avec le

temps, à mesure de la progression de l'urbanisation et des revenus. Ce sont ces avantages économiques mouvants selon les catégories socio-économiques que le cadre d'évaluation tente d'apprécier et de comparer.

Comme dans l'exemple de la patate douce, les chercheurs compareront aussi la situation géographique des populations pauvres et celle des grands systèmes de culture dans les pays cibles. Il s'agit de mieux évaluer les lieux où des technologies spécifiques, élaborées dans le pays ou dans d'autres endroits similaires, pourraient présenter le plus d'utilité pour les collectivités locales.

Pour apprendre à employer efficacement et rationnellement les nouveaux instruments, les chercheurs de HarvestChoice procéderont à des évaluations économiques de la production, de la consommation, des prix et des échanges des cultures potentielles, et ils étudieront les conséquences probables, sur le plan de la faim et des revenus, de l'investissement dans une série d'options technologiques destinées à améliorer les conditions spécifiques de productivité des agriculteurs pauvres. Par exemple, quels seront les bénéfices pour les populations pauvres d'une meilleure résistance du maïs à la sécheresse ou aux mauvaises herbes ? Les chercheurs évalueront aussi les avantages potentiels d'une réduction des contraintes nuisant aujourd'hui à la production végétale et à sa qualité, comme la sécheresse, la diminution de la fertilité des sols et les problèmes dus aux nuisibles et aux maladies. Leurs constatations aideront les investisseurs et les gestionnaires à estimer les avantages probables pour les populations pauvres des différents volets de leurs programmes de recherche et développement. Et comme les évaluations seront réalisées sur la base d'informations détaillées, chercheurs et investisseurs pourront prendre des décisions plus éclairées en fonction des conditions particulières sur le terrain, et ainsi éviter le piège d'une généralisation excessive dont le développement agricole a beaucoup souffert jusqu'ici.

Le projet HarvestChoice sera circonscrit à l'Afrique subsaharienne et à l'Asie du Sud, mais ses résultats présenteront probablement un intérêt pour d'autres régions, comme l'Amérique latine, où les retombées commerciales et technologiques seront sans doute importantes.

Pour Philip Pardey, directeur de l'InSTePP\* et autre maître d'œuvre du projet HarvestChoice, « on parle beaucoup de nouvelles technologies agricoles, mais il subsiste un décalage non négligeable entre le moment où l'on investit dans l'innovation et celui où l'on en récolte les fruits ». En produisant des informations stratégiques pour les investissements futurs, HarvestChoice permettra aux décideurs, aux chercheurs et aux investisseurs de faire progresser la technologie

agricole dans les pays en développement. Les populations pauvres pourront alors profiter des bienfaits de l'aide au développement. Car, selon les termes de Stanley Wood : « des investissements éclairés sont porteurs de rendements économiques accrus et de vie meilleure ».

\* Le projet HarvestChoice est mené conjointement par l'IFPRI et le Center for International Science and Technology Practice and Policy (InSTePP) de l'Université du Minnesota, avec le soutien d'un groupe consultatif indépendant composé de personnalités éminentes. Il est réalisé en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, plusieurs centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, des universités et des personnes issues d'institutions des secteurs public et privé.

### Références

- Pour plus d'informations sur HarvestChoice, voir : [www.harvestchoice.org](http://www.harvestchoice.org)
- Sur les travaux de l'OCDE sur l'agriculture dans les économies émergentes et en transition, voir : [www.oecd.org/agr/ete/](http://www.oecd.org/agr/ete/)

*L'Observateur de l'OCDE* N° 261 Mai 2007

### VOTRE AVIS



Pour imprimer cet article



Envoyez cet article à un ami

### **Nouvelles d'autres organisations internationales**

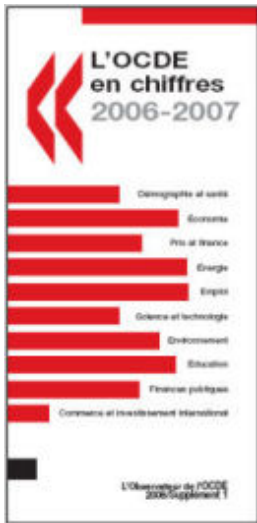
- Forum du commerce international - La revue trimestrielle du Centre du commerce international
  - • Faire l'éloge du commerce
  - • Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le commerce...
  - • Libre-échange: Le soutien du public peut-il s'affirmer davantage?

### Actualités

La croissance américaine à la vitesse inférieure, croissance de la zone euro modérée, l'expansion au Japon continue



[ABONNEZ-VOUS !](#)



**Courriel gratuit**

Inscrivez-vous ! Abonnés



©L'Observateur de l'OCDE 2007. Tous droits réservés. **Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE ou de ses pays membres.** Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de l'Observateur de l'OCDE doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE : 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France ; ou par courriel, à [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org) [Webmaster](#)